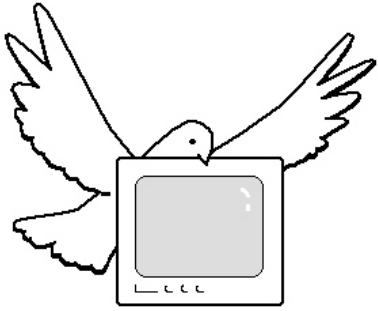


EDUPAX



Téléprédateurs

Dans sa chronique financière du 22 octobre 2002, le New-York Times rapporte que Hasbro a connu un trimestre difficile. « La compagnie de jouets n'a pas répondu aux attentes de Wall Street, suite à la baisse des ventes durant la période de retour à l'école. Hasbro est le producteur de jouets numéro

deux, derrière Mattel. Les produits Star Wars avaient été décevantes, de même que les cartes sportives et les poupées Robots. Deux jouets ont fait exception, toutefois, puisque les ventes de GI Joe et de Transformers ont augmenté respectivement de 82% et de 65%.

De là à faire un lien avec les événements du 11 septembre, il n'y a qu'un pas que le Chief Executive Alan G. Hassenfeld ne franchit pas. Étrange retour de l'histoire puisque 16 ans plus tôt, ces deux jouets constituaient la partie la plus importante d'une cueillette de jouets militaires destinés à la construction d'une murale pour la Paix à la Commission scolaire de Charlesbourg. Ginette Dion, orthopédagogue à l'époque, se souvient de sa surprise de découvrir que ces deux jouets portaient le nom d'une émission de télé produite par Hasbro, - tiens tiens ! - que les deux émissions étaient celles qui véhiculaient le plus grand nombre d'agressions, - 84/hre pour GI Joe et 81/hre pour Transformers – et que Hasbro payait les télédiffuseurs pour la présenter aux heures d'écoute où les enfants sont le plus vulnérables. Il ne s'agissait vraiment pas d'une coïncidence.

Amuseurs ou abuseurs publics

Selon Gary Ruskin, directeur général de l'organisme Commercial Alert, la violence est utilisée par les agences de marketing sur recommandation de très hautes compétences en psychologie, des PH.D. fortement rémunérés, qui n'hésitent pas à vendre leurs connaissances de l'âme humaine à des entreprises qui les utilisent pour abuser des enfants. En 1999, une cinquantaine des plus éminents professeurs de psychologie des universités états-uniennes avaient signé une lettre publique réclamant de leur ordre professionnel la dénonciation de telles pratiques et la radiation de ceux qui s'y adonnent .

Pourquoi la violence capte-t-elle l'attention des enfants ? Pour Albert Jacquard, les jeunes humains disposent d'un pouvoir d'empathie naturel, pouvoir qui a permis à l'espèce humaine de développer l'entraide, l'intelligence, le cerveau. Or, comme l'a si brillamment démontré George Gerbner, la violence est une valeur culturelle universelle qui permet à Hollywood d'exporter des produits culturels à travers le monde.

« It travels well
because it sells. »

L'enfant qui s'amuse sereinement avec des blocs de construction tout comme celui qui bricole avec des tiges de bambou s'inquiète immédiatement d'un cri de détresse, qu'il soit poussé par un voisin, par un comédien professionnel ou un personnage de dessin animé. Voilà en bref la stratégie de marketing qui a permis à Hasbro de hausser de 700% ses ventes de produits guerriers au début des années 80 et, vingt années plus tard, d'éviter la faillite. Si, pour tous les enfants du monde, la violence fait peur, pour le prédateur Hasbro, la violence n'est pas l'ennemi séculaire de la civilisation ni une source de souffrances à bannir, mais un banal ingrédient de marketing.

Réglementer la téléviolence

En avril dernier, à l'initiative de la Commission scolaire de Montréal, la CSQ se joignait à divers partenaires pour lancer une campagne pour contrer la téléviolence. Selon le secrétaire trésorier de la centrale, Alain Pélissier, c'était la première fois que parents, syndicats et commissions scolaires formaient un front commun avec des professionnels de la santé. Médecins, psychologues, psychiatres, pédiatres, psychoéducateurs et conseillers d'orientation, orthophonistes et audiologistes. Pendant que les canons tonnaient en Irak pour saisir des armes de destruction massive, des armes de distraction massive continuaient de tapisser l'imaginaire des enfants de téléviolence. « Subtile et pernicieuse, cette bombe à retardement fait des ravages dans l'esprit des petits et des grands » notait le président de l'Alliance des professeurs de Montréal. Le ton est loin d'être alarmiste. En nourrissant les enfants de fantasmes où les frustrations sont soulagées par la vengeance et la violence, on abuse d'eux. Cette exposition à des divertissements violents contribue à l'augmentation du nombre d'enfants qui vivent des troubles graves de comportement. Ce n'est pas là une impression subjective, c'est une certitude scientifique abondamment documentée, comme l'a démontré la déclaration commune (Joint Statement) déposée au Congrès des Etats-Unis par des professionnels de la santé le 26 juillet 2002.

L'autoréglementation, une sinistre farce

Lorsqu'il est question de réglementer l'utilisation des ondes publiques, les intégristes de la toute puissance des médias jouent les victimes et craignent pour la liberté d'expression. Il faudrait plutôt lire qu'ils craignent pour leur contrôle de notre liberté de savoir. Pourtant, il y a un quart de siècle, lorsqu'on a obligé les fabricants de couchettes à respecter une distance maximale entre les barreaux de lits, personne n'a osé parler de liberté de l'artisan. Lorsqu'on interdit le transport de matières dangereuses dans certains tunnels ou que l'on oblige les conducteurs à ralentir dans les zones scolaires, tous comprennent qu'il en va de la sécurité du public et les entreprises acceptent d'y accorder la priorité. Pourquoi les utilisateurs de la violence comme ingrédient de marketing peuvent-ils refuser de prioriser la santé et la sécurité des enfants ? Leur pouvoir leur vient de ce qu'ils contrôlent aussi ...l'information. Des milliers de recherche ont pourtant démontré les ravages causés par la téléviolence. C'est au gouvernement fédéral que revient la responsabilité de réglementer l'utilisation

des ondes publiques. L'autoréglementation acceptée par Ottawa en 1994 est un échec lamentable, comme l'ont démontré récemment deux chercheurs de l'Université Laval. Les télédiffuseurs privés en ont simplement profité pour augmenter de 432% la dose de téléviolence accessible aux enfants.

Gouvernement familial

Comme le rappelle à juste titre le dépliant diffusé par la CSDM en avril dernier, il existe aussi un palier de gouvernement familial qui doit, lui aussi, assurer la protection des enfants contre les téléprédateurs. Une majorité de parents refuse de fermer les yeux sur l'injection de doses massives de violence dans la culture consommée par les enfants. Ils savent bien que la téléviolence ne transformera pas tous les enfants en criminels mais ils refusent de fermer les yeux sur cette consommation de violence qui fait courir des risques à un nombre grandissant d'enfants et qui aura des répercussions sur la qualité de vie et le sentiment de sécurité de toute la société. Quant aux enseignants, il faut cesser de les limiter à durcir les règles de vie à l'école ou à expulser les récidivistes. Ramasser les pots cassés ne règle rien. Ils ont besoin d'outils pédagogiques pour faire contrepoids à l'influence croissante des médias sur leurs élèves. Laisser abuser des enfants par des téléprédateurs déguisés en amuseurs publics coûte déjà cher à la société. C'est aux pouvoirs publics d'interdire de telles pratiques, contraires aux règles d'éthique les plus élémentaires. Abuser des enfants ne peut en aucune manière être permis par la liberté d'expression. Ce n'est pas un droit, c'est la négation de tous les droits.

Jacques Brodeur,
JBrodeur@edupax.org
www.edupax.org